SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 5 JUIN 1883.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif au droit d'accise sur la fabrication des vins de fruits secs.

(Voir les n^{os} 157, session de 1881-1882, et 109, session de 1882-1883, de la
Chambre des Représentants, et 63, session de 1882-1883, du Sénat.)

Présents : MM. TERCELIN, Vice-Président; JANSSENS, BISCHOFFSHEIM,
le Comte HEMRICOURT DE GRUNNE, et DE LHONEUX, Rapporteur.

MESSIEURS,

Sous l'influence des maladies qui ont frappé la vigne et de mauvaises récoltes, le prix du vin a augmenté dans des proportions notables.

Pour parer à l'insuffisance de la récolte du raisin et profiter des hauts prix auxquels le vin, même de médiocre qualité, était porté, on a cherché à fabriquer du vin à l'aide de raisins secs importés d'Orient ou d'autres fruits.

Cette industrie nouvelle s'est vite implantée et développée en France; de là elle s'est introduite en Belgique et semble vouloir s'y établir.

Ce produit nouveau, obtenu par la macération et la fermentation de raisins secs ou d'autres fruits, et très improprement qualifié du nom de vin, échappe aujourd'hui au droit d'accise.

Y a-t-il lieu de maintenir cette situation privilégiée et de favoriser ainsi la fabrication en Belgique de cette contrefaçon du vin?

Le Gouvernement ne l'a pas pensé et a déposé le Projet de Loi actuellement soumis aux délibérations du Sénat, dont le principe nous paraît échapper à toute critique.

Il importe, en effet, qu'à la faveur de l'exemption des droits d'accise dont il jouit actuellement, ce produit ne vienne faire concurrence aux vins importés et ne cause un préjudice notable au Trésor.

En France et en Hollande, les vins fabriqués à l'aide de fruits secs sont soumis à l'impôt; à tous les points de vue, il y a donc lieu de les y soumettre également en Belgique.

Quant au système à employer pour la perception du droit nouveau, il sera le même que pour les autres droits d'accise, c'est-à-dire qu'il aura pour base

(2)

les vaisseaux dans lesquels se préparent les matières premières. Il n'y a pas de motif pour faire de dérogation à une règle générale en Belgique et qui exempte les consommateurs et les intermédiaires de toute gêne, formalités ou surveillance.

Toutefois, le Gouvernement n'ayant pas dès à présent tous les renseignements nécessaires pour arrêter d'une façon définitive le mode de perception, réclame pour ses agents un droit de visite qui leur permettra de recueillir les indications nécessaires pour assurer la perception de l'impôt.

Le projet qui vous est soumis a été adopté par la Chambre des Représentants, le 25 mai dernier, à l'unanimité des 79 membres présents; votre Commission vous en propose à son tour l'adoption à l'unanimité.

Le Rapporteur,
DE LHONEUX.

Le Vice-Président,
TERCELIN-MONJOT.